

PREMIÈRE JOURNÉE: APERÇU DE LA SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE ET VOIE À SUIVRE JUSQU'EN 2030

Cette première journée a été l'occasion d'examiner les incidences et les recommandations du rapport 2020 sur *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* (SOFI) et du quinzième rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), intitulé *Sécurité alimentaire et nutrition: énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030*, ces deux documents soulignant la nécessité de transformer les systèmes alimentaires de façon à réaliser les objectifs de développement durable (ODD)³.

Les **orateurs** ont insisté sur le fait qu'il fallait, de toute urgence, inverser la tendance extrêmement préoccupante en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et atténuer les effets négatifs de la covid-19. En outre, ils ont appelé à «reconstruire en mieux» et ont souscrit aux approches fondées sur des sciences transformatives et des éléments factuels qui visent à favoriser des systèmes alimentaires durables, résilients, équitables et inclusifs ainsi qu'à offrir à tous des aliments sains et abordables financièrement. Le CSA a réservé globalement un accueil favorable à la recommandation contenue dans le rapport 2020 du HLPE qui suggérait d'ajouter l'*agencéité* et la *durabilité* aux quatre dimensions établies de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation et stabilité) et à l'édition 2020 du SOFI, de même qu'à l'approche «Un monde, une santé» s'agissant de résoudre les problèmes systémiques. Les intervenants estimaient que le prix Nobel de la paix décerné au Programme alimentaire mondial (PAM) était un rappel que la sécurité alimentaire et la nutrition allaient de pair avec la paix, et qu'il était essentiel de travailler ensemble pour réaliser les ODD. Les orateurs ont souligné qu'il fallait doubler les investissements dans la sécurité alimentaire et la nutrition pendant la Décennie d'action en faveur des ODD, en associant l'aide extérieure et les ressources nationales, et ont insisté tout particulièrement sur l'importance d'encourager les investissements du secteur privé.

Les **orateurs** ont plaidé en faveur de l'utilisation des produits⁴ du CSA et de leur adaptation aux différents contextes régionaux et nationaux, conformément à la recommandation pertinente figurant dans le rapport 2020 du HLPE. Le Directeur général de l'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** a indiqué que le CSA avait été invité à chacune des sessions des conférences régionales de la FAO qui s'étaient tenues en 2020 afin qu'il puisse présenter ses produits et encourager leur assimilation et leur utilisation aux niveaux régional, national et local. Il a appelé tous les membres du personnel de la FAO sur le terrain à faciliter ce processus, de sorte que l'Organisation puisse joindre le geste à la parole. Le **Président du Fonds international de développement agricole (FIDA)** a dévoilé une base de données simple d'utilisation regroupant des informations sur tous les produits du CSA⁵. L'objectif de cet outil est de faire davantage connaître ces documents et de faciliter l'accès aux recommandations et aux orientations qu'ils contiennent. Le **Directeur exécutif du PAM** a exhorté les participants à poursuivre la lutte contre la faim et la malnutrition. Le **Ministre de l'environnement du Royaume-Uni**, dont le pays accueillera la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 2021, a appelé à rediriger les subventions agricoles vers des politiques prônant une utilisation des terres et une production alimentaire plus durables, afin de nourrir une population mondiale croissante tout en préservant la biodiversité et en mettant fin au changement

³ SOFI 2020, <http://www.fao.org/publications/sofi/2020/fr/>, et rapport 2020 du HLPE, <http://http://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/rapports/en/>.

⁴ La liste complète des produits du CSA figure sur le site web de celui-ci, à l'adresse <http://www.fao.org/cfs/home/products/fr/>.

⁵ La base de données des produits du CSA que le FIDA a lancée récemment peut être consultée à l'adresse <https://cfs-products.ifad.org/>.

climatique. «Plus que toute autre chose, c'est la manière dont nous nous procurons et dont nous consommons les aliments qui produit ces effets dévastateurs, et cette destruction de l'environnement alimente un cercle vicieux qui risque de provoquer une crise en matière de sécurité alimentaire», a-t-il expliqué. Le **Ministre de l'agriculture de l'Indonésie** a déclaré que, en ces circonstances inédites, le CSA jouait «un rôle de plus en plus crucial dans l'établissement des priorités communes aux fins de la cohérence des politiques entre les pays». L'assimilation et l'utilisation des produits du CSA ont été promues par le **Secrétaire général adjoint de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)**, qui a expliqué comment les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires avaient été adaptés⁶ de façon à servir de cadre d'investissement pour tous les États membres de l'ASEAN. **M. Martien van Nieuwkoop, de la Banque mondiale**, a proposé de travailler en étroite collaboration avec le CSA afin de faire progresser les Principes pour un investissement responsable en s'employant à créer des points de référence pour leur utilisation au niveau des pays.

L'approche inclusive et le mandat unique du CSA qui consistent à réunir toutes les parties intéressées par la sécurité alimentaire et la nutrition afin d'encourager la collaboration, la coordination, la convergence et la cohérence, en favorisant la souplesse et l'adaptation, ainsi que l'importance des partenariats multipartites du point de vue de l'ODD 2 et de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate, ont été reconnus. La composition inclusive et les modalités consensuelles de la plateforme multipartite et intergouvernementale qu'est le CSA ont confirmé que celui-ci était l'organe le plus participatif et le plus pertinent en matière de convergence des politiques dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en particulier dans le contexte du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires prévu pour 2021⁷.

DEUXIÈME JOURNÉE: LA COVID-19 ET SES RÉPERCUSSIONS SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION AU NIVEAU MONDIAL

Cette deuxième journée a été l'occasion d'examiner les répercussions de la covid-19 sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires, et de réfléchir aux mesures que les parties prenantes pourraient prendre pour faire face à la crise, reconstruire et renforcer la résilience des systèmes alimentaires afin d'y intégrer la durabilité, dans ses trois dimensions (économique, sociale et environnementale).

Le **Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)** a déclaré que garantir l'accès à des aliments nutritifs, sans danger pour la santé, abordables financièrement et produits de façon durable devait être la pierre angulaire de la lutte contre la covid-19. De même, le **Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT)** a insisté sur le caractère interdépendant des défis que nous devons relever, y compris en matière de santé publique, de travail et de sécurité alimentaire. Il a indiqué qu'il s'agissait, de son point de vue, d'une occasion rare de repenser les approches traditionnelles et de reconstruire en mieux – message auquel a fait écho une déclaration conjointe publiée récemment par la FAO, le FIDA, l'OIT et l'OMS⁸. Le **Président du Comité directeur du HLPE, M. Martin Cole**, a présenté le document du HLPE intitulé *Impacts de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition: élaborer des mesures efficaces pour lutter contre la pandémie de*

⁶ Les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires sont disponibles à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-au866f.pdf>.

⁷ Site web du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires: <https://www.un.org/fr/food-systems-summit>.

⁸ Voir https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/statements-and-speeches/WCMS_757974/lang--fr/index.htm.

*faim et de malnutrition*⁹ et a mis en évidence plusieurs recommandations sur les politiques qui y figurent, notamment celle qui concerne le renforcement du rôle du CSA s'agissant de la coordination entre les acteurs des politiques mondiales qui s'intéressent aux aspects de la pandémie liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. D'autres orateurs ont fait remarquer à la fois la rapidité et la pertinence des mesures prises par le CSA et le HLPE pour faire face à la covid-19. Ils s'accordaient sur le fait que la pandémie creusait les inégalités et mettait en lumière les liens d'interdépendance entre les secteurs agricole, sanitaire, nutritionnel, économique et social, ainsi que la nécessité de rendre les systèmes alimentaires résilients et diversifiés, de mener des actions transversales – approche «Un monde, une santé», par exemple – et de renforcer les programmes de protection sociale et les filets de sécurité ciblés (santé, nutrition et éducation). Les orateurs ont souligné qu'il importait de ménager l'espace nécessaire à un dialogue inclusif, ainsi que de veiller à la convergence et à la cohérence des politiques, de sorte que soient pris en compte, aux côtés de la sécurité alimentaire, les questions environnementales, la santé publique, les droits de l'homme et les droits du travail, et la viabilité économique, comme l'ont indiqué les **ministres de l'agriculture de l'Argentine et de l'Inde**. Le document de synthèse actualisé du HLPE qui concerne les répercussions de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition a été bien accueilli, de même que les processus de convergence des politiques menés actuellement par le CSA, qui visent à faire progresser la mise en place de systèmes alimentaires plus résilients et plus durables.

En conclusion, il est nécessaire, compte tenu du fait que la covid-19 accroît les taux d'insécurité alimentaire, de malnutrition et de pauvreté dans le monde:

- de continuer à **suivre** la manière dont les systèmes alimentaires répondent aux besoins des plus vulnérables;
- de mettre en place ou de renforcer des **programmes de protection sociale**, en particulier pour les acteurs des secteurs alimentaire et agricole, souvent exclus et particulièrement touchés;
- de promouvoir **une agriculture durable et locale** qui rende les marchés locaux, nationaux et régionaux plus résilients, des approches novatrices (dont l'agroécologie) et des politiques publiques renforcées pour les territoires ruraux qui soient axées sur l'agriculture familiale et l'autonomisation des femmes;
- d'adopter une **approche systémique et transversale** en matière de sécurité alimentaire et de nutrition afin d'élaborer des politiques coordonnées entre la santé, le travail, la nutrition et les systèmes alimentaires;
- de prendre en compte l'**effet de levier que les systèmes alimentaires** peuvent avoir quant à la réalisation de nombreux ODD;
- de **décloisonner les activités** partout – au sein des gouvernements, des universités, du système des Nations Unies, des organisations et des institutions – et de renforcer les liens sur la base de l'approche «Un monde, une santé», des producteurs jusqu'aux consommateurs, afin de promouvoir des systèmes alimentaires plus résilients et plus durables, y compris une répartition plus équitable et des pratiques de production plus durables, comme l'agroécologie.

TROISIÈME JOURNÉE: TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Cette troisième journée, qui coïncidait avec la Journée internationale des femmes rurales, a été l'occasion de réfléchir à la pertinence des futures directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition et recommandations du CSA en matière de politiques sur l'agroécologie et

⁹ Le document de synthèse du HLPE est disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/cb1000fr/cb1000fr.pdf>.

les autres approches novatrices (ainsi que d'autres travaux du CSA) au regard des objectifs Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

M^{me} Dali Nolasco Cruz, qui représentait les populations rurales, les peuples autochtones et les jeunes du Mexique, a indiqué qu'il importait, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des femmes rurales, de prendre note de «ce qu'il reste à accomplir, en particulier s'agissant des droits à un salaire équitable, à la santé et à la terre». Dans son allocution liminaire, **M^{me} Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU)**, a félicité le CSA d'avoir accueilli cette manifestation spéciale, de ses travaux concernant les directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, et de sa décision d'élaborer des directives sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle a assuré que les organisateurs du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires travailleraient en étroite collaboration avec le CSA afin de tirer parti des produits et du modèle inclusif que propose celui-ci. La **Commissaire de l'Union européenne** chargée des partenariats internationaux a souligné qu'il était indispensable d'investir dans les personnes, en portant une attention particulière aux femmes rurales. En outre, elle a appelé à s'appuyer sur des mécanismes d'information précoce comme le Rapport mondial sur les crises alimentaires, et a dit souhaiter que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires soit ambitieux. La **Commissaire de l'Union africaine** chargée de l'agriculture et de l'économie rurale a présenté en détail les engagements de l'Afrique en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, de biodiversité et de résilience face au climat, et a appelé le CSA à continuer de jouer son rôle de promotion en matière de convergence des politiques au niveau mondial. D'autres **orateurs** ont évoqué les obstacles structurels qui entravent la participation des femmes à la société, alors même que ce sont elles qui subissent le plus durement les répercussions de la pandémie. Il convient de renforcer, de rationaliser et de financer les interventions destinées à réduire les inégalités, en particulier celles qui concernent l'égalité des sexes, les droits des femmes et des filles ainsi que l'autonomisation des femmes, dans le cadre de chaque initiative en faveur de la transformation des systèmes alimentaires. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 sera une occasion d'engager et d'inciter les dirigeants et le grand public à adopter une approche inclusive et multipartite afin de mener une action responsable en faveur de la concrétisation du droit à l'alimentation, en s'appuyant sur des éléments scientifiques et des données factuelles. Tous les intervenants s'accordaient sur le fait que le CSA – principale plateforme inclusive des Nations Unies en matière de sécurité alimentaire et de nutrition – avait un rôle essentiel à jouer dans la préparation¹⁰ du Sommet ainsi que dans la mise en œuvre de ses résultats et la suite à donner. L'harmonisation (des objectifs) et le partage (de données d'expérience et de connaissances) sont considérés comme cruciaux pour la suite, et le CSA est idéalement placé pour contribuer à ces deux volets. Les orateurs ont également évoqué la question de la convergence des activités relatives au développement, à l'action humanitaire et à la paix, qui nécessite d'établir de nouvelles méthodes de travail collaboratives. Une fois encore, divers orateurs ont salué la capacité du CSA de rassembler un large éventail de parties prenantes afin qu'elles travaillent ensemble et parviennent à un consensus. La **Ministre fédérale de l'alimentation et de l'agriculture de l'Allemagne** a montré que la pandémie de covid-19 nous faisait prendre pleinement conscience de l'importance des activités du CSA: «Nous avons besoin d'aliments sains et de systèmes alimentaires

¹⁰ Les directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, en cours d'élaboration, seront une contribution importante au Sommet, de même que des produits existants comme les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.

durables. À cette fin, le CSA doit se montrer volontariste et toutes les parties prenantes doivent y participer.» La **Ministre de la sécurité alimentaire des Émirats arabes unis** a souligné la détermination de son pays à élaborer une stratégie nationale pour lutter contre la faim et renforcer la durabilité. Son pays s'est engagé à se servir des directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition, lorsqu'elles auront été adoptées, comme d'un outil supplémentaire pour définir la voie à suivre s'agissant d'éliminer la faim.

Par ailleurs, les intervenants s'accordaient sur le fait qu'il n'existait pas de solution universelle, d'où la nécessité de recueillir divers points de vue lors de tout processus, de sorte que les politiques, les mesures, les décisions ou la transformation visée soient adaptées aux réalités et aux contextes locaux. Le **Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation** a appelé le CSA à endosser une responsabilité encore plus grande en tant que principale plateforme mondiale pour les politiques relatives à la sécurité alimentaire, et a exhorté les dirigeants des pays à s'appuyer sans réserve sur le CSA, réformé à cet effet, en particulier à l'approche du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. L'**Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires** a invité toutes les parties prenantes à participer à ce processus et à ne pas manquer l'occasion de faire entendre leur voix.

Plusieurs orateurs ont présenté la situation de leur pays quant à la transformation des systèmes alimentaires. Ces présentations ont confirmé que la volonté politique était cruciale pour qu'une action aboutisse à une véritable transformation, et ont souligné qu'il importait de commencer par définir une vision et un ancrage institutionnel afin d'élaborer une stratégie et une feuille de route à la fois opérationnelles et complètes, ainsi que des mesures de responsabilisation. Par ailleurs, les intervenants ont souligné l'importance de l'éducation nutritionnelle et ont indiqué qu'il convenait d'encourager les consommateurs à modifier leurs comportements (en faveur de choix alimentaires meilleurs pour leur santé) et de rendre les innovations accessibles, en facilitant la commercialisation d'aliments sains et en s'appuyant sur des initiatives de protection sociale. Il a également été précisé que les systèmes alimentaires devaient être rentables mais également encadrés, l'objectif principal étant de favoriser la hausse des revenus en zone rurale, ainsi que la disponibilité et l'accessibilité d'aliments nutritifs pour tous.

L'**Espagne** a annoncé une contribution financière au CSA de 310 000 USD. Elle a déclaré que tout changement de modèle en faveur de systèmes alimentaires durables et résilients nécessitait des évolutions systémiques et profondes qui permettent d'appliquer la diligence requise en ce qui concerne l'environnement, les programmes de protection sociale, les politiques publiques relatives aux territoires ruraux, les agriculteurs familiaux, ainsi que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Le **Président du CSA** a clos la manifestation spéciale en remerciant tous les participants et l'a décrite comme une rencontre extraordinaire de réflexions, d'idées, de propositions et d'innovations. Les systèmes alimentaires sont en partie responsables de la dégradation de l'environnement et de la santé humaine. Il ne fait aucun doute que nous devons les rendre durables et résilients si nous entendons réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ce qui nécessite un certain engagement et des stratégies à long terme. Avec l'appui de tous, les produits du CSA relatifs aux politiques peuvent être utilisés par le plus grand nombre et adaptés aux réalités régionales et nationales, afin de contribuer à la concrétisation de tous les ODD. Le CSA a été conforté dans sa position unique en tant que plateforme au service de la convergence des politiques pour les acteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et il continuera de jouer son rôle d'inclusion et de donner la

parole à un large éventail de parties prenantes sur les questions cruciales qui concernent la sécurité alimentaire et la nutrition. Les processus en cours au sein du CSA apporteront des contributions stratégiques à la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires s'agissant de la convergence des politiques et fourniront des indications sur des questions essentielles en rapport avec la nutrition, l'agroécologie et d'autres innovations, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi qu'avec les futurs axes de travail du CSA sur les données, les inégalités et la jeunesse, y compris à l'appui de la suite donnée au Sommet et de la mise en œuvre des résultats de celui-ci.